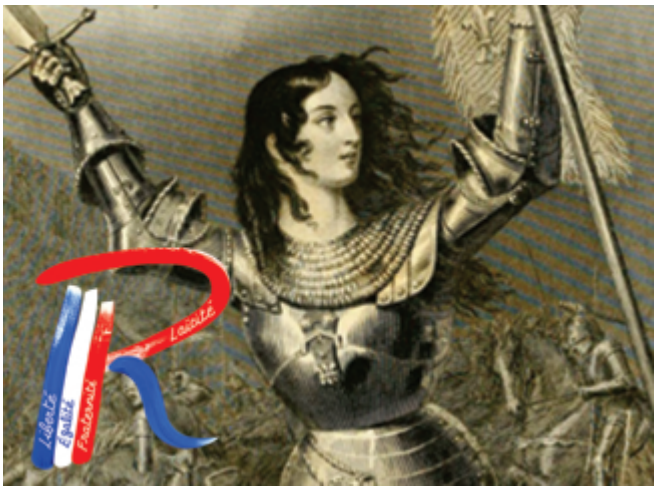
Italie : les risques politiques du tout sauf Salvini

écrit par Christine Tasin | 27 août 2019



.

A lire, ci-dessous, le point de vue de Christophe Bouillaud sur les négociations en cours en Italie et ce qui peut en advenir.

.

Atlantico : Le quotidien italien La Repubblica a salué cette initiative parlant « d'un gouvernement pour une Italie qui renaît ». Pourtant, en jouant la stratégie du « tout sauf Salvini », l'opposition ne joue-t-elle pas un jeu dangereux ? Tenter de barrer la route à tout prix à Matteo Salvini ne pourrait-il

pas un avoir un effet plus dommageable sur le pays que de le laisser en prendre les rênes ?

Christophe Bouillaud : La réponse à vos questions dépend de l'image que l'on se fait des politiques publiques qui seraient menés par un gouvernement Salvini. Sur le plan sécuritaire et de lutte contre l'immigration illégale, cela ne serait probablement que l'approfondissement de ce qui a déjà été fait depuis juin 2018 avec le dit Salvini comme Ministre de l'Intérieur, à savoir l'application du «Décret Sécurité Bis » qui vient d'être voté par l'ancienne majorité M5S/Ligue.

Sur le plan économique et social, Salvini réclamait à ses alliés du M5S une forte baisse de l'imposition des particuliers (« flat tax ») et des petites et moyennes entreprises, tout en refusant d'imposer des contraintes supplémentaires sur la vie économique (dont l'instauration d'un salaire minimum interprofessionnel, voulu par le M5S). Il promettait aussi de relancer tous les chantiers publics arrêtés ou ralentis depuis des années, dont bien sûr le nouveau tunnel franco-italien destiné à permettre une traversée à grande vitesse des Alpes, qui a été le point déclencheur de la crise estivale avec le M5S. Tout le problème est que cette relance, financièrement très coûteuse, « à la Trump » – ou à la « Reagan » ?- aurait été presque à coup sûr hors des clous des règles européennes de bonne gestion des comptes publics, que l'Italie s'est engagée à suivre pour participer à la zone Euro.

De fait, avec Salvini aux affaires, décidé à appliquer son programme électoral de baisse drastique des impôts des Italiens et de hausse des dépenses publiques d'investissement , la probabilité d'un conflit majeur avec la Commission européenne sur les comptes publics était très forte, surtout que ce dernier voulait se prévaloir du soutien majoritaire des électeurs italiens pour faire plier la Commission européenne

et les autres Etats de la zone Euro.

Si l'on pense que l'Italie doit absolument changer de politique économique pour se sortir de l'anémie économique qu'elle connait depuis plus de 20 ans, on regrettera bien sûr que Matteo Salvini n'ait pas pu mettre à exécution son plan, et, inversement, si l'on pense qu'il s'agissait d'une folie vu le niveau d'endettement du pays, on poussera un soupir de soulagement.

.

Pour ce qui est des deux partis, qui s'apprêteraient à gouverner ensemble, le M5S et le PD, le risque est d'une part que la situation économique se dégrade encore plus en raison de la conjoncture internationale et qu'ils soient donc rendus responsables par les Italiens de cette dégradation, laissant à Salvini le beau rôle du prophète inécouté, et que, d'autre part, leur politique migratoire et sécuritaire apparaisse comme laxiste au regard de l'extraordinaire fermeté affichée de Salvini, fermeté qui faisait un peu fi, et c'est un euphémisme, du droit international maritime.

Enfin, si cette alliance se révélait fragile, et s'il fallait finalement voter au printemps 2020, il est probable que Salvini serait en très bonne position pour gagner. Cependant, les deux partis peuvent en urgence changer la loi électorale pour éviter que ce dernier ne profite de la loi actuelle qui donne de fait une bonne possibilité d'avoir une majorité dans les deux chambres, nécessaire pour gouverner, à un parti ou une coalition de partis atteignant autour des 40% des suffrages exprimés. Cela consisterait sans doute à revenir à la proportionnelle pure.

Alors que Salvini et la Ligue ont très largement remporté les élections

européennes, en cherchant à tout prix à le mettre hors-jeux l'opposition ne risque-t-elle pas de se mettre une partie de la population à dos (la partie qui était favorable à la coalition par exemple) ?

Bien sûr, la plupart des électeurs de la Ligue et du petit parti nationaliste allié à cette dernière (« Frères d'Italie », FdI) vont trouver saumâtre la solution trouvée par le M5S et le PD pour éviter des élections anticipées. En revanche, la majorité de l'électorat n'avait sans doute pas très envie d'être appelé aux urnes cet automne. De fait, lorsqu'il est tombé, le gouvernement Conte était encore populaire. En effet, contrairement à ce qu'une stratégie plus avisée lui aurait recommandée, Matteo Salvini a fait éclater cette crise politique sans que le tréfonds du pays soit concerné. Si j'ose dire, la situation apparaissait aux Italiens ordinairement médiocre, comme depuis des décennies, mais pas catastrophique. A cette crise, il n'y avait donc pas de prétexte très clair pour l'Italien ordinaire, qui se désintéresse d'ailleurs en majorité de la politique. Du coup, il est possible que, dans un premier temps, la popularité de Salvini en pâtisse.

Enfin, alors que la crise politique italienne devient crise économique, ces gesticulations de la classe politique interne et leur guerre interne ne risque-t-elle pas de lasser très largement la population italienne ? N'est-ce pas là

une bien mauvaise stratégie ?

Tout dépend ensuite de la manière dont un gouvernement M5S-PD fonctionnerait. Depuis son entrée en fonction en juin 2018, le gouvernement M5S/Ligue n'a cessé d'être agité de soubresauts dus à des polémiques incessantes entre alliés, le plus souvent lancées par une initiative de Salvini d'ailleurs. Si le gouvernement M5S/PD continuait sur un registre similaire de chamaillerie permanente, il est probable que sa popularité s'écroulerait rapidement.

Et cela d'autant plus que ce possible gouvernement M5S/PD aura face à lui un opposant résolu, Matteo Salvini. Un des avantages du gouvernement Conte fut en effet d'avoir une opposition qui se cherchait un chef. Le Parti démocrate a mis en effet des mois et des mois à se choisir un nouveau leader, et le déroulement de la crise actuelle montre bien que ce leader, Zingaretti, opère au sein d'un champ de force partisan qu'il ne maîtrise pas entièrement. Salvini, pour l'instant, est devenu le seul leader de la droite italienne. Berlusconi est âgé et en déclin. Le petit parti, Frères d'Italie, est dirigé par une femme, bonne cliente des médias certes, mais une femme tout de même, ce qui ne lui permet pas dans le contexte italien d'ambitionner au leadership de tout ce camp de la droite.

De plus, face à un gouvernement M5S/PD, nécessairement mieux en cour avec la nouvelle Commission européenne, Matteo Salvini pourrait jouer à plein de sa rhétorique eurosceptique, et de son nouveau nationalisme.

https://www.atlantico.fr/decryptage/3578107/italie-les-risques-politiques-du-tout-sauf-salvini-christophe-bouillaud